

V. CHANGEMENT CLIMATIQUE ET BIODIVERSITE

49. La lutte contre les changements climatiques est une priorité mondiale. Nous, membres du G8, avons pris des mesures ambitieuses et nous sommes résolus à faire des efforts de long terme pour remplir notre rôle afin de limiter effectivement la hausse globale des températures à 2 degrés Celsius au-dessus du niveau préindustriel, dans le respect de la science.

Nous exprimons notre détermination à agir dans un cadre international plus large pour faire face à cette menace, et nous manifestons notre solidarité avec les pays en développement, en particulier les plus pauvres et les plus vulnérables.

50. Nous réaffirmons notre volonté de partager avec tous les pays du monde l'objectif de réduire d'au moins 50 % les émissions mondiales d'ici 2050 ; cela signifie qu'il faudra que ces émissions atteignent leur apogée dès que possible pour ensuite commencer à décroître, nous en sommes conscients. Nous coopérons à cet égard.

Dans cette optique, nous adhérons également à l'objectif d'une réduction cumulée des émissions de gaz à effet de serre dans les pays développés d'au moins 80 % d'ici 2050 par rapport à 1990 ou à des années plus récentes. Conformément à cet objectif à long terme ambitieux, nous viserons à moyen terme des objectifs de réduction communs et individuels draconiens, tout en tenant compte des niveaux de référence variables et du fait que les efforts déployés doivent être comparables.

De la même façon, les grandes économies émergentes doivent aussi prendre des mesures quantifiables pour ramener, d'ici une année donnée, leurs émissions bien en deçà des niveaux actuels.

51. Nous sommes déterminés à remplir notre rôle pour atteindre ces objectifs et passer rapidement à une économie sobre en carbone qui contribuera de façon substantielle à la protection de l'environnement et de la santé, aux économies d'énergie et à la sécurité énergétique, tout en constituant une source d'emplois et de croissance.

52. Nous nous félicitons de l'issue fructueuse de la Conférence de Cancun, qui est l'aboutissement des efforts de la communauté internationale sur la base de l'Accord de Copenhague. Nous saluons l'esprit positif dans lequel la Conférence de Cancun a eu lieu et les progrès réalisés au sein de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Nous sommes favorables aux dispositions adoptées, notamment en matière de transparence, d'atténuation, de financement (en particulier avec la création du Fonds vert pour le climat), d'adaptation, de technologies et de lutte contre la déforestation et la dégradation des forêts (avec REDD+).

53. La Conférence de Durban (COP17), qui aura lieu à la fin de l'année, constituera une nouvelle avancée importante, qui permettra de travailler en faveur d'un accord global, ambitieux, équitable, efficace et juridiquement contraignant impliquant tous les pays et incluant les responsabilités respectives de toutes les grandes économies dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Nous devons rendre opérationnels les accords conclus à Cancun et traiter les questions en suspens.

En particulier, nous sommes fermement déterminés à mettre en oeuvre nos engagements, tels qu'énumérés à Copenhague et confirmés à Cancun, et nous appelons tous les pays, y compris l'ensemble des économies majeures, à mettre en oeuvre également leurs engagements énoncés. Nous soutenons pleinement l'Afrique du Sud qui assurera la présidence prochaine de la Conférence de Durban et proposons notre coopération pour faire de cette conférence le succès dont le monde a besoin pour lutter efficacement contre les changements climatiques.

G8 Deauville declaration ENG

V. CLIMATE CHANGE AND BIODIVERSITY

49. Tackling climate change is a global priority. We, members of the G8, have undertaken ambitious measures, and are committed to long-term efforts, with a view to doing our part to limit effectively the increase in global temperatures below 2 degrees Celsius above pre-industrial levels, consistent with science. We express our determination to act as part of a larger global effort to address this threat as well as our solidarity with developing countries, particularly the poorest and most vulnerable.

50. We reaffirm our willingness to share with all countries the goal of achieving at least a 50% reduction of global emissions by 2050, recognising that this implies that global emissions need to peak as soon as possible and decline thereafter. We are cooperating to that end. As part of this effort, we also support a goal of developed countries reducing emissions of greenhouse gases in aggregate by 80% or more by 2050, compared to 1990 or more recent years. Consistent with this ambitious long-term objective, we will undertake robust aggregate and individual mid-term reductions, taking into account that baselines may vary and that efforts need to be comparable. Similarly, major emerging economies need to undertake quantifiable actions to reduce emissions significantly below business-as-usual by a specified year.

51. We are determined to do our part to reach those objectives and move rapidly towards a low-carbon economy that will generate significant benefits for the protection of the environment and health, for energy savings and energy security, while also delivering job opportunities and growth.

52. We welcome the outcome of the Cancun Conference, which marked a successful effort of the international community building on the Copenhagen Accord. We welcome the positive spirit in which the Cancun Conference took place and progress made under the UN Framework Convention on Climate Change (UNFCCC). We support the provisions adopted including those related to transparency, mitigation, finance (in particular the creation of the Green Climate Fund), adaptation, technology and the fight against deforestation and forest degradation -- REDD+.

53. The Durban Conference at the end of the year (COP 17) will be another important step forward, for working towards a comprehensive, ambitious, fair, effective and binding agreement involving all countries, and including the respective responsibilities of all major economies to reduce greenhouse gas emissions. We need to operationalise the Cancun Agreements and deal with unresolved issues. We are determined to deliver on our commitments as listed in Copenhagen, and confirmed in Cancun, and call on all countries, including all major economies, to deliver on their listed commitments as well. We strongly support South Africa as the incoming Presidency of the Durban Conference and offer our cooperation to make this Conference the success that the world needs in order to successfully combat global climate change.

G20 Cannes (Déclaration Finale FR)

Continuer de lutter contre le changement climatique

61. Nous sommes déterminés à assurer le succès de la Conférence de Durban sur le changement climatique du 28 novembre au 9 décembre 2011. Nous soutenons l'Afrique du Sud qui est le nouveau président de la Conférence. Nous appelons de nos vœux la mise en œuvre des accords de Cancun et de nouveaux progrès dans tous les domaines qui seront négociés à Durban.

62. Nous sommes prêts à assurer la mise en œuvre opérationnelle du Fonds vert pour le climat, dans le cadre d'un paquet de mesures équilibré lors de la Conférence de Durban, et sur la base du rapport du comité transitoire.

63. Le financement de la lutte contre le changement climatique constitue l'une de nos grandes priorités. À Copenhague, les pays développés se sont fixé l'objectif de mobiliser via un ensemble de sources la somme totale de 100 milliards de dollars par an d'ici 2020 pour aider les pays en développement à s'adapter au changement climatique et à en atténuer les effets, en contrepartie de la mise en œuvre de mesures significatives d'atténuation et de transparence. Nous avons débattu du rapport de la Banque mondiale, du FMI, de l'OCDE et des banques régionales de développement sur le financement du climat et nous appelons de nos vœux la poursuite des travaux des institutions financières internationales et des institutions pertinentes des Nations Unies, dans le respect des objectifs, des dispositions et des principes de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Nous chargeons nos Ministres des finances de rapporter lors de notre prochain sommet sur les progrès réalisés en matière de financement du climat.

64. Nous réaffirmons que le financement du climat doit provenir d'une variété de sources, publiques et privées, bilatérales et multilatérales, y compris de sources de financements innovants. Nous reconnaissons le rôle que jouent les politiques et les financements publics pour soutenir les investissements liés au climat dans les pays en développement. Nous soulignons le rôle du secteur privé dans le soutien aux investissements liés au climat à l'échelle mondiale, notamment par le biais de différents mécanismes de marché, et nous appelons les banques multilatérales de développement à mettre au point de nouveaux instruments financiers innovants pour renforcer leur effet de levier sur les flux financiers privés.

G20 Cannes (Declaration Finale ENG)

Pursuing the Fight against Climate Change

61. We are committed to the success of the upcoming Durban Conference on Climate Change on 28 November - 9 December 2011. We support South Africa as the incoming President of the Conference. We call for the implementation of the Cancun agreements and further progress in all areas of negotiation in Durban.

62. We stand ready to work towards operationalization of the Green Climate Fund as part of a balanced outcome in Durban, building upon the report of the Transitional Committee.

63. Financing the fight against climate change is one of our main priorities. In Copenhagen, developed countries have committed to the goal of mobilizing jointly USD 100 billion per year from all sources by 2020 to assist developing countries to mitigate and adapt to the impact of climate change, in the context of meaningful mitigation actions and transparency. We discussed the World Bank -- IMF -- OECD -- regional development banks report on climate finance and call for continued work taking into account the objectives, provisions and principles of the UNFCCC by international financial institutions and the relevant UN organizations. We ask our Finance Ministers to report to us at our next Summit on progress made on climate finance.

64. We reaffirm that climate finance will come from a wide variety of sources, public and private, bilateral and multilateral, including innovative sources of finance. We recognize the role of public finance and public policy in supporting climate-related investments in developing countries. We underline the role of the private sector in supporting climate-related investments globally, particularly through various market-based mechanisms and also call on the MDBs to develop new and innovative financial instruments to increase their leveraging effect on private flows.